



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE VAR
236, boulevard du Maréchal Leclerc
83000 TOULON

**PRESTATIONS DE GESTIONS DES DECHETS NON DANGEREUX ET GESTIONS DES
DECHETS DANGEREUX**

**Lot n°1 : Mise à disposition de bennes, containers, collecte et traitement de déchets divers
sur les sites des Ports de Commerce de la CCI du Var**

**Lot n°2 : Mise à disposition de bennes, containers, collecte et traitement de déchets
dangereux sur les sites des Ports de Commerce de la CCI du Var**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

La consultation est passée en appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2-1°, R.2162-4 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le présent CCAP comprend 16 feuillets numérotés de 1 à 16.

SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché – dispositions générales	3
Article 2 – Pièces constitutives du marché	4
Article 3 – Responsabilité, assurance et agréments.....	4
Article 4 – Protection de la Main d’œuvre et conditions de travail	4
Article 5 : Prix.....	5
Article 6 : Variation des prix.....	5
Article 8 – Avance – retenue de garantie	7
Article 9 – Nature de la prestation	8
Article 10 – Emission des bons de commande	8
Article 11 – Conditions d’exécution – délais d’intervention.....	9
Article 12– Réglementation – Mise en conformité.....	9
Article 13 – Pénalités	10
Article 14 – Clause Pénale.....	10
Article 15 – Obligation du titulaire - Organisation.....	11
Article 16 – Mesures de sécurité et de sûreté	12
Article 17– Groupement d’opérateurs économiques - Sous-traitants et autres représentants du titulaire	12
Article 18– Démarche de développement durable – clause environnementale	13
Article 19 – Opérations de vérification et décisions - Garantie.....	13
Article 20 – Résiliation.....	14
Article 21 – Exécution aux frais risques	14
Article 22 – Litiges	14
Article 23 – Dispositions diverses	14
Article 24– Recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires	15
Article 25– Dérogation au CCAG FCS	15

Article 1 – Objet du marché – dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de confier au(x) Titulaire(s) la réalisation des prestations de gestions des déchets non dangereux et gestions des déchets dangereux, à savoir

Pour la gestion des déchets non dangereux :

- La livraison, la mise en place et la location mensuelle de contenants,
- La collecte d'ordures ménagères, collecte sélective et de déchets non dangereux,
- L'échange, le repli et le traitement des déchets,
- La livraison, la mise en place et la location ponctuelle de bennes,

Pour la gestion des déchets dangereux

- La livraison, la mise en place et la location mensuelle de bacs
- La collecte des déchets issus des bacs, containers et/ou bennes par un camion
- Le traitement et/ou valorisation des déchets

La description des prestations, leurs spécifications techniques et la localisation des sites sont indiquées dans le CCTP du lot.

1.2 Bons de commande

Le marché donnera lieu à l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2161-14 et s'exécute conformément à l'article R.2162- 4 2° dans la limite des seuils suivants :

Lot n°1 : Sans seuil minimum - Seuil maximum : 70 000 € HT / an.

Lot n°2 : Sans seuil minimum - Seuil maximum de 5 000 € HT / an.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché et pour une durée égale à la réalisation de la prestation de laquelle ils ont été émis.

1.3 Durée du marché

Le présent marché sera conclu à compter de la réception par le titulaire de sa notification pour une 1ère période d'un an reconductible 2 fois.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra signifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 4 mois avant l'échéance annuelle.

Le marché pourra également être résilié dans les conditions fixées au présent CCAP.

1.4 Procédure

La présente consultation est passée en application des articles R.2124-2 1° et R.2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique (appel d'offres ouvert).

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement ses annexes dont le BPU,
2. le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi et annexes,
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et prestations de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
4. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
5. L'offre technique produit par le titulaire du marché à l'appui de son offre

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3 – Responsabilité, assurance et agréments

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Aucun plafond de garantie n'est imposé et aucune limite de responsabilité n'est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il appartient au titulaire de produire selon les modalités précisées ci-après une attestation d'assurance adéquate, au regard du secteur d'activité considéré et des risques auxquels il s'expose du fait de l'exécution des prestations.

Le prestataire devra justifier de sa déclaration en Préfecture pour les activités de négoce, courtages et de transports par routes de Déchets non Dangereux et devra communiquer pendant la durée du marché le renouvellement des attestations et agréments selon les périodes de validités de ceux-ci.

Article 4 – Protection de la Main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois, règlements et convention collective, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, et ce, conformément à l'article 6 du CCAG FCS.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 a) du CCAG FCS.

Article 5 : Prix

5.1 – Caractéristiques Prix

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix unitaires à bon de commande tels qu'indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Les fournitures ou prestations définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement) et appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

5.2 – Contenu des Prix

Conformément aux articles 10.1.3 et 10.1.4 les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (Hors TVA), frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au transport et au montage jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché. Ainsi ils sont réputés comprendre toutes les prestations prévues au marché ainsi que les frais afférents à l'article 18.2 du CCAG FCS.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation ou d'une absence de visite des lieux de sa part pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché

Article 6 : Variation des prix

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la première année d'exécution du marché et révisable selon la formule précisée à l'article 6.3 du présent.

6.1 Mois d'établissement des prix initiaux du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2 Modalités de révision des prix – Choix de l'indice

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la première année d'exécution du marché. Passée cette date, les prix pourront faire l'objet d'une révision en application de la formule suivante :

Pour le lot n° 1 :

Les prix seront révisés lors de chaque reconduction du marché, selon la formule : $P = P0 [0,125 + 0,875(I/I0)]$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P0 = Prix fixé dans l'offre du titulaire

Choix des index :

I = Valeur de l'indice « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux - Base 2015 - Identifiant 010534426 » le plus récent paru au moment de la demande de révision.

I0 = Valeur de l'indice « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux - Base 2015 - Identifiant 010534426 » en vigueur au mois d'établissement des prix.

Pour le lot n°2 :

Les prix seront révisés lors de chaque reconduction du marché, selon la formule :

$$P = P0 [0,1 + 0,45(Ic/Ic0) + 0,45 (It/It0)]$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P0 = Prix fixé dans l'offre du titulaire

Ic = Valeur de l'indice « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.12 – Collecte des déchets dangereux- Base 2015 - Identifiant 010534787 » le plus récent paru au moment de la demande de révision

Ic0 = Valeur de l'indice « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.12 – Collecte des déchets dangereux- Base 2015 - Identifiant 010534787 » en vigueur au mois d'établissement des prix.

It = Valeur de l'indice « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.22 – traitement et élimination des déchets dangereux - Base 2015 - Identifiant 010534790 » le plus récent paru au moment de la demande de révision.

It0 = Valeur de l'indice « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.22 – traitement et élimination des déchets dangereux - Base 2015 - Identifiant 010534790 » en vigueur au mois d'établissement des prix.

Les valeurs des indices sont à relever auprès de l'INSEE.

Le mois retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

En l'absence de demande du titulaire, le bordereau de prix et le montant forfaitaire initiaux du marché resteront

Article 7 – Modalités de règlement

7.1 Règlement

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes. Le mode de règlement est le virement bancaire.

7.2 Délai de règlement – intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

7.3 Présentation de demandes de paiement

Le délai global de paiement, fixé à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, s'entend à dater de la réception de la facture par l'Acheteur attesté par le portail Internet Chorus pro.

Le titulaire transmettra régulièrement ses factures en fonction des prestations exécutées.

La remise des factures devra obligatoirement et exclusivement être réalisée par transmission électronique au moyen du portail Internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>, conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et du Code de la Commande Publique.

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site.

Pour information, le code SIRET de CCI du Var est le : 188 300 016 00014. « Les factures comportent obligatoirement le numéro de marché »

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

Article 8 – Avance – retenue de garantie

8.1 Avance

Conformément à l'article 11.1 option B du CCAG FCS, il pourra être versé une avance du montant du marché dans les conditions définies à l'article R.2191-7 code de la commande publique.

Il sera versé une avance de 5% du montant initial du marché dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du code de la commande publique relatif aux marchés publics et à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à : 10 %. Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19.

8.2 Retenue de garantie

Il ne sera pas prélevé de retenue de garantie.

Article 9 – Nature de la prestation

La réalisation des prestations de gestion des déchets non dangereux et gestion des déchets dangereux.

Pour la gestion des déchets non dangereux :

- La livraison, la mise en place et la location mensuelle de contenants,
- La collecte d'ordures ménagères, collecte sélective et de déchets non dangereux,
- L'échange, le repli et le traitement des déchets,
- La livraison, la mise en place et la location ponctuelle de bennes,

Pour la gestion des déchets dangereux

- La livraison, la mise en place et la location mensuelle de bacs
- La collecte des déchets issus des bacs, containers et/ou bennes par un camion
- Le traitement et/ou valorisation des déchets

Pour cela, l'entreprise assurera la mise à disposition des effectifs et des matériels nécessaires aux différentes prestations. Les prestations sont réalisées conformément aux normes officielles homologuées applicables aux professions.

Article 10 – Emission des bons de commande

10.1 Emission des bons de commande

Les prestations définies au CCTP s'exécutent par bon de commande. La CCI du Var émettra au fur et à mesure de ses besoins des bons de commande.

Chaque bon de commande indiquera :

- La référence du marché ainsi que son numéro,
- Pour chaque fourniture ou prestation commandée :
 - Son identification précise,
 - La quantité,
 - Le prix HT
 - Le site concerné
- Le nom et les coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur (CCIV) devant être contacté pour la réception des prestations (cas échéant).

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen à la convenance de la CCI du Var (courrier ou courriel).

Article 11 – Conditions d'exécution – délais d'intervention

11.1 Accès aux sites

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les sites restent en activité pendant toute la durée du marché et pendant les opérations relevant du présent marché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que la délivrance d'une autorisation d'accès par le concessionnaire est préalable à toute intervention sur sites.

Pour le personnel amené à se présenter sur un site de façon « récurrente », le titulaire devra préalablement renseigner via un lien internet (type google form) le demande d'habilitation de ce personnel, afin de leur d'obtenir un titre circulation, ces titres seront exigés pour la circulation de ce personnel dans l'enceinte des Ports.

Pour la réalisation de prestations ponctuelles, l'accès se fera au préalable 24 avant intervention via une autorisation d'accès pour le site concerné.

Le titulaire devra se munir d'une pièce d'identité pour accéder à ces zones.

L'entrepreneur devra tenir compte de la disposition, des voies d'accès et des sujétions de circulation afin de ne pas occasionner de gêne. En tout état de cause, il sera tenu de déplacer ses engins sur simple demande des agents portuaires de la CCIV, si ceux-ci estiment qu'ils gênent les manœuvres d'un véhicule, la circulation sur les quais.

11.2 Délais d'exécution

Les délais commencent à courir à compter de la réception d'un bon de commande.

Concernant le lot n°1, les délais d'exécution sont décomposés de la manière suivante :

- Pour les ordures ménagères : La mise à disposition de containers, l'échange et le repli devront être réalisés dans un délai maximal de 24 heures (jours ouvrés) à compter de la date de réception par le titulaire d'une demande formulée par courriel
- Pour les autres types de déchets non dangereux : La mise à disposition de containers, l'échange et le repli devront être réalisés dans un délai maximal de 72 heures (jours ouvrés) à compter de la date de réception par le titulaire d'une demande formulée par courriel

Concernant le lot n°2, les délais d'exécution sont décomposés de la manière suivante :

- La mise à disposition de bennes, de containers, l'échange et le repli devront être réalisés dans un délai maximal de 96 heures (jours ouvrés) à compter de la date de réception par le titulaire d'une demande formulée par courriel.

En cas de non-respect du délai indiqué ci-dessus, le titulaire encourt les pénalités telles que prévues à l'article 13 du présent CCAP.

Article 12– Réglementation – Mise en conformité

Si les installations, les matériels ou les prestations de services cessent d'être conformes à la législation en vigueur, dès qu'il en a la connaissance, le prestataire doit le signaler au pouvoir adjudicateur. En outre, le prestataire devra proposer à la CCIV toutes les modifications qu'entraînerait l'évolution de la réglementation à laquelle les installations ou matériels sont soumis, intervenus postérieurement à la date de prise en charge.

Article 13 – Pénalités

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Lot n°1 :

Pénalités en cas de retard de la prestation conformément au CCTP au regard des délais maximums stipulés au CCTP. Le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT sera appliquée par jour calendaire de retard.

Pénalités en cas de non-respect du « bilan de Gaz à effet de serre simplifié » :

En cas de dépassement de 30% du « bilan de Gaz à effet de serre simplifié » fourni dans l'offre, le titulaire encourt une pénalité de 1 000€.

En cas de dépassement de 50% du « bilan de Gaz à effet de serre simplifié » fourni dans l'offre, le titulaire encourt une pénalité de 2 000€.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le bilan de Gaz à effet de serre simplifié fourni dans l'offre, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire le signale au représentant de la CCI du Var en expliquant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché, ce dans les quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Lot n°2 :

Pénalités en cas de retard de la prestation conformément au CCTP au regard des délais maximums stipulés au CCTP. Le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Article 14 – Clause Pénale

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, la CCI du Var sera en droit de réclamer au titulaire outre la résiliation du marché prévue à l'article 20-1 du présent

CCAP, des dommages-intérêts équivalents à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire et ne fait pas obstacle à toute poursuite judiciaire ou contentieuse.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Article 15 – Obligation du titulaire - Organisation

L'exécution des prestations devra être conforme aux exigences formulées au CCTP et aux normes et spécifications techniques applicables.

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après :

15.1 Référent – interlocuteur

Le titulaire devra obligatoirement affecter au site, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques des CCTP.

Cet agent sera l'interlocuteur privilégié de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var pour toutes les questions ou difficultés nées de l'exécution des prestations.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer la bonne exécution des prestations ; il devra être disponible et joignable à tout moment de manière à intervenir rapidement et devra se rendre aux convocations de la C.C.I. du Var en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place. Il devra transmettre au personnel en place les remarques et les consignes particulières formulées par la C.C.I. du Var.

15.2 Réunions

Une réunion de démarrage sera organisée après la notification du marché.

Des réunions d'échanges complémentaires pourront être organisées entre le prestataire et la CCI du Var, si besoin.

15.3 Bilan de Gaz à effet de serre

En début de chaque année civile, le prestataire fournira à la CCI du Var :

- Le tableur « Bilan Gaz à effets de serre simplifié » fourni initialement dans l'offre dûment complété pour l'année achevée
- Un tableau récapitulant les émissions de gaz à effet de serre des grands postes d'émissions de la gestion des déchets de la CCI du Var. Le tableau à remplir sera fourni par la CCI du Var sur le modèle du tableau fourni dans le DCE et sera à renvoyer à la fin du 1er trimestre de chaque année civile au plus tard.

En cas de non-respect du « bilan de Gaz à effets de serre simplifié » fourni dans l'offre du candidat, le titulaire encourt les pénalités telles que prévues à l'article 13 du présent CCAP.

Article 16 – Mesures de sécurité et de sûreté

Le personnel du titulaire devra se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans chacun des sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. Le titulaire devra de même respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du Var, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

Le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ces obligations contractuelles, le marché sera résilié à ses torts et ne saura donner lieu au versement d'indemnités à son égard.

Ainsi, ne pourront pénétrer et circuler dans l'enceinte d'un des sites de la CCI du Var que les représentants du titulaire dûment habilités par les services de sûreté compétents.

S'agissant des sites des ports de commerce, un titre de circulation leur sera remis à cet effet. Ils devront le porter de façon apparente et permanente pendant les périodes de présence sur le site.

Si cet accès leur a été interdit en raison de mesures de sûretés particulières et que les salariés sont dans l'impossibilité d'assurer les prestations objet du marché, ils doivent en informer immédiatement le représentant de la CCI du Var. Dans le cas où le personnel n'aurait pas averti ce représentant, et que la prestation ne puisse être assurée dans les conditions contractuelles du présent marché, les sanctions prévues au présent CCAP seront applicables au titulaire.

Article 17– Groupement d'opérateurs économiques - Sous-traitants et autres représentants du titulaire

17.1 Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de communiquer la convention de groupement et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.

17.2 Sous-traitants

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-3 à R.2193-4 R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 12 et 20.1 du présent C.C.A.P.

Article 18– Démarche de développement durable – clause environnementale

Au-delà des obligations réglementaires actuellement en vigueur, le titulaire s'engage à respecter à minima les mesures prises en termes de développement durable et l'attention du titulaire est spécialement attirée sur l'impérieuse nécessité de conduire ses prestations de manière à limiter

18.1 Protection de l'environnement

En application de l'article R2111-10 du Code de la commande publique et de l'article 7 du CCAG FCS, les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère environnemental.

Il devra se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCTP.

CHAPITRE IV : CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Article 19 – Opérations de vérification et décisions - Garantie

19-1 Opération de Vérifications

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Le titulaire devra livrer les fournitures ou prestations objets du présent contrat en conformité avec les normes juridiques ou techniques existantes à la date de livraison.

19-2 Point de départ du délai de opérations de vérification

Le point de départ du délai est la date de remise des prestations à la CCI du Var.

En cas de mauvaise exécution des prestations ou d'inexécution de celles-ci, la CCI du Var appliquera les dispositions prévues à l'article 13 du présent CCAP et en cas de répétition de ces manquements, les sanctions prévues aux articles 13 et 20.1 du présent CCAP.

Article 20 – Résiliation

20 -1 Résiliation pour faute

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

20.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché. Par dérogation de l'article 42 du CCAG FCS, s'agissant d'un marché à bons de commande, la résiliation ne donne pas droit à indemnisation.

Article 21 – Exécution aux frais risques

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

CHAPITRES VI : DIFFERENTS – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22 – Litiges

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine, 83000 Toulon.
En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Article 23 – Dispositions diverses

23.1 – Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

23.2 – Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la C.C.I. du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

23.3- Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

23.4- Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

23.5 – Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

23.6 - Modification de la réglementation

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

Article 24– Recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

Article 25– Dérogation au CCAG FCS

En application de l'article 1.2 du CCAG FCS et à titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G. FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. F.C.S
Pièces contractuelles	Art. 2	Art. 4
Variation des prix	Art. 6.1	Art.10.1
Pénalités	Art. 13	Art. 14
Clause pénale	Art.14	Art. 14
Résiliation	Art. 20.2	Art. 42
Dérogations	Art. 25	art. 1.2